

# Rassemblement citoyen

pour un département solidaire et écologique,  
avec le Front de Gauche et EELV

## Réunions Publiques

**Montcuq**

Vendredi

**13**

Mars-18h30

Salle des Fêtes

**Luzech**

Vendredi

**20**

Mars-18h30

Salle du Barry

## L'AUSTÉRITÉ

Depuis des années, on nous dit que nous vivons au-dessus de nos moyens et qu'en découle la fameuse dette de l'état.

En fait cette dette nous coûte annuellement 45 milliards € d'intérêts qui profitent pour l'essentiel aux actionnaires des banques et des marchés financiers. Ces intérêts représentent le budget de l'Education Nationale.

Pour la rembourser, le gouvernement socialiste n'a pas trouvé d'autres solutions que de réduire les dépenses publiques parmi lesquelles une baisse drastique des dotations aux collectivités, mais aussi moins de services publics (écoles rurales, l'hôpital, le train, les perceptions, logements, ..) dont souffrent surtout les plus défavorisés.

Les conseillers généraux sortants sont étrangement restés muets sur les responsabilités gouvernementales et se sont accommodés de la régression des services publics, indispensable pour maintenir l'emploi, le vivre ensemble, la solidarité et l'égalité sociale.

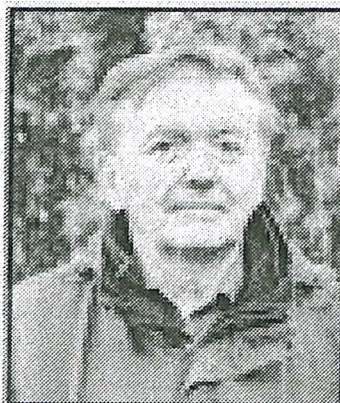
Pour stopper cette politique les dirigeants socialistes et radicaux de gauche ont besoin d'un avertissement sérieux. En votant la liste de rassemblement citoyen avec le Front de Gauche et EELV, vous enverrez un signal fort qui fera date. Comme en Grèce, comme en Espagne, secouons les pouvoirs établis.

**Maurice  
SEGOUFFIN**  
remplaçant

**Jean Pierre  
JOUSSEAU**  
titulaire

**Véronique  
BOUET**  
titulaire

**Muriel  
LEBOUVIER**  
remplaçante





## L'Agriculture d'aujourd'hui et de demain

**L'**agriculture aussi a besoin d'un nouveau modèle : l'agro-écologie est indispensable à un développement respectueux de notre avenir.

Il faudra favoriser la proximité de la production avec les lieux de consommation et privilégier toute initiative en direction des produits locaux de qualité pour les écoles, les maisons de retraite ...etc

Il faudra constituer un portefeuille de foncier pour l'installation de jeunes agriculteurs (maraîchage bio, cultures, élevages...). Limiter l'artificialisation des sols et la destruction des milieux naturels.

Les décisions d'installations des jeunes agriculteurs (avec aides) se font en commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA) actuellement sur Cahors à la chambre d'agriculture mais un projet de l'état veut que ce soit sur Toulouse ce qui empêcherait les représentants des syndicats agricole du Lot d'y assister (trop éloigné).

## De l'eau... dans le pastis

**L'**orsque le Conseil Général a décidé de constituer un syndicat départemental de l'eau potable, nous l'avons approuvé. Sauf que la mission de ce syndicat, à savoir garantir l'approvisionnement des syndicats locaux et régies municipales, nous a paru trop minimale.

En effet les structures de base manquent souvent de compétences pour pouvoir régler leurs problèmes en toute indépendance, c'est à dire en dehors du loobyisme obligé, des «majors» de l'eau, SAUR essentiellement chez nous. D'où parfois, l'adoption de solutions répondant mieux à ces intérêts privés plutôt qu'à ceux des habitants concernés.

C'est pour cela que nous nous prononçons pour que ce syndicat, désormais existant, puisse proposer aux structures locales des services de conseil ponctuels pour éventuellement aider un syndicat à revenir à la gestion directe qui, là où elle existe, est toujours profitable aux consommateurs. Au plan des idées pratiques nous proposons la baisse relative, voire la suppression des abonnements, comme cela existe déjà à Cahors et à Figeac, et qui profite à tous les consommateurs de moins de 100m<sup>3</sup>/an.

## Un suppléant pas vraiment de gauche

**M**arc Gastal qui représente dans ces élections la majorité départementale PS-PRG ne semble pas très exigeant sur les convictions politiques de son remplaçant puisqu'il a choisi pour le suppléer le maire de Villesèque qui est un authentique homme de droite. Jean-Marie OUSTRY a été 24 ans maire UDF d'Hérépian et conseiller général UDF de l'Hérault à partir de 1993.

C'est vrai qu'on a du mal en ce moment à faire la différence entre la politique de Valls et celle de l'UDF devenue UDI. En tout cas, les hommes de gauche de ce canton peuvent à bon droit s'interroger. N'y avait-il plus d'homme de gauche sur ce canton élargi ?

## Un grand service public d'aide à la personne

**L**a perte d'autonomie des personnes âgées : le Conseil Général du Lot a choisi de gérer la pénurie de moyens en restructurant le réseau associatif (les ADMR) qui assuraient ce service public.

La création de «Lot à domicile» (LAD), société «mixte» à capitaux publics (le CG) et privés (le Crédit Agricole des assurances) s'est traduite par la disparition de l'essentiel des ADMR, puis à l'inverse des engagements pris, par une restructuration-regroupement des structures locales existantes, avec comme conséquences leur disparition en milieu rural et la dégradation des conditions de travail des agents de LAD.

Nous ferons partie de ceux qui ne se laisseront pas entraîner vers les montages public-privé et saurons exiger, avec les populations, que l'Etat joue son rôle à travers une réforme globale du financement de la Sécurité Sociale qui prendrait en charge le «Cinquième risque» celui du handicap et de la dépendance.

## La santé publique

**A**près des années de réduction du nombre de médecins en formation, nous sommes arrivés au moment que nous avons annoncé : le nombre de médecins chute de façon catastrophique et la pénurie est là. Le Ministre de la Santé n'a pour réponse que cette phrase «il va falloir comprendre qu'il n'y aura plus de médecins dans chaque commune». Cette politique a conduit à l'absence dramatique de professionnels comme les ophtalmologistes, dermatologues et gynécologues avec des rendez-vous qui sont devenus trimestriels.

Nous agissons pour une politique de promotion de santé et celle de l'accès aux soins en proposant la création de centres intercommunaux de santé permettant de faire venir des professionnels dans un cadre salarié, travaillant en équipe, appliquant le tiers payant.